

Paris et Berlin évoquent un accord sur l'investissement, pas un « pacte »
Le Monde.fr avec Reuters | 20.10.2014 à 16h45 • Mis à jour le 20.10.2014 à 19h02

Les discussions entre les ministres français de l'économie et des finances et leurs homologues allemands à Berlin s'annonçaient animées, mais l'Allemagne et la France sont finalement sur la voie d'un accord pour stimuler les investissements au niveau européen, ont annoncé, lundi 20 octobre, les ministres des finances des deux pays, sans donner plus de détails sur les contours de cet accord.

L'Allemand Wolfgang Schäuble a déclaré :

« Nous allons travailler d'arrache-pied à la préparation des rencontres qui auront lieu au cours des semaines et des mois qui viennent. Il y a un certain nombre de points qu'il convient de régler, il y a un certain nombre de défis, de difficultés, mais également d'opportunités pour toute l'Europe. »

« Nos croissances sont anémiées et nous devons réagir », a déclaré de son côté le ministre de l'économie, Emmanuel Macron, plaidant pour « une action concertée très forte et extrêmement responsable de la France et de l'Allemagne [sans laquelle] nous ne serions pas spontanément à la hauteur des événements ».

Les propositions franco-allemandes, par le biais de décisions nationales concertées, devraient aller au-delà du plan d'investissement de 300 milliards de dollars proposé au niveau européen par le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Paris et Berlin ont annoncé la présentation d'un document commun d'ici à la tenue d'un conseil franco-allemand prévu pour le 1er décembre.

L'INVESTISSEMENT PRIVÉ À LA CLÉ

Dans une Union européenne menacée par la panne de croissance, la France presse l'Allemagne de relancer ses investissements pour doper une croissance qui fléchit aussi outre-Rhin. En effet, Berlin vient de revoir en forte baisse ses prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2014 et 2015, à respectivement 1,2 % et 1,3 % (contre 1,8 % et 2 % selon les prévisions datant d'avril). Côté français, les derniers chiffres de l'Insee ne laissent pas espérer mieux que 0,4 % de croissance en 2014 et 1 % en 2015.

Les négociations franco-allemandes à l'œuvre n'ont laissé filtrer aucun montant d'investissement pour le moment. Avant de se rendre à Berlin, Emmanuel Macron s'était risqué à évoquer un chiffre : « 50 milliards d'euros d'économies chez nous, 50 milliards d'investissements chez eux, ce serait un bon équilibre », avait estimé le ministre français de l'économie dans un entretien au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Le chiffre correspond effectivement au besoin de l'Allemagne, a concédé le ministre allemand de l'économie. Mais les fonds viendront « pour la plus grosse partie de l'investissement privé », a-t-il immédiatement ajouté, douchant les espoirs français d'un programme d'investissements publics allemands dont profiteraient par ricochet les autres pays européens. Lundi, Emmanuel Macron a évoqué « des projets et des modalités, par secteur, éventuellement des projets communs et des idées communes pour des projets européens », sans plus de précisions.

PAS DE PACTE SUR LE DÉRAPAGE BUDGÉTAIRE DE PARIS

Si l'Allemagne refuse toute relance à crédit, la question des déficits publics, ou du moins le français, sera quand même au menu des discussions. La Commission européenne doit se pencher la semaine prochaine sur le projet de loi de finances 2015 de Paris, qui prévoit un déficit public de 4,3 % et officialise le non-respect par la France de son engagement à le ramener sous le seuil de 3 % du PIB l'an prochain. Or, des sanctions de la part de Bruxelles ne seraient une bonne nouvelle ni pour Paris ni pour Berlin.

D'après l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, l'accord franco-allemand en cours de négociation prévoirait que la France s'engage à fournir à Bruxelles une feuille de route détaillée en matière de réduction de déficit et de réformes structurelles, en échange de quoi Berlin s'opposerait à l'adoption d'éventuelles sanctions que pourrait proposer la Commission européenne à l'encontre de Paris. Mais le ministre des finances français, Michel Sapin, a démenti tout « pacte » qui permettrait à la France d'échapper à d'éventuelles sanctions européennes.